

## EDITORIAL

### Ping-pong

**I**L faut savoir parfois refouler son ego et les vieilles rancœurs. Si ce n'est qu'une question de méthodologie et de forme comme le proclament les syndicats, alors le chef de gouvernement doit avoir la sagesse de s'asseoir à la table des négociations. Que le cadre soit le «dialogue social» ou le dialogue tout court est un sujet mineur. Pourvu que la machine avance.

Si en revanche les vraies raisons sont à chercher du côté des calculs politiques et de la démagogie dont notre écosystème connaît la recette, alors honte à tous ceux qui prennent la population et son économie en otage.

La retraite est tout sauf le punching ball idéal pour les rendez-vous de vengeance. La coalition gouvernementale avait, du moins jusqu'à cette crise, réussi le pari de se mettre en option favorable pour amorcer la réforme. Cette mobilisation a même pu aboutir sur des ébauches de textes. Seulement le débat technique est aujourd'hui consommé. Il laisse la place aux impératifs d'agenda. C'est même toute la difficulté en ce moment, un projet technique ne peut marcher que s'il est porté au niveau politique. Or, au cas où on l'aurait oublié, cette réforme n'est ni le projet du PJD, ni celui de l'opposition, et encore moins celui des syndicats.

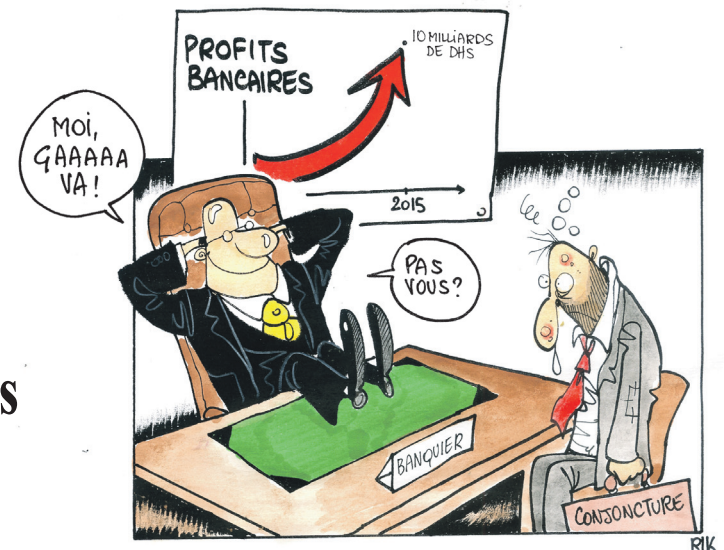
Là où ça risque de devenir beaucoup plus inquiétant, c'est que le Parlement n'arrive pas à adopter une ligne de conduite claire et cohérente sur un dossier de cette envergure. Un vrai mépris pour ceux qui attendent que le téléphone de la réforme sonne. Ils sont nombreux: les inactifs qui tiennent à préserver la longévité de leurs pensions, aussi faméliques soient-elles, et les fonctionnaires actifs, futurs retraités qui en rêvent. A ce titre donc, la réforme des retraites n'a rien à gagner à devenir une balle de ping-pong politique. □

Mohamed BENABID

# Banques cotées 10 milliards de DH de bénéfices

- Ils franchissent ce palier pour la première fois
- Le coût du risque s'améliore
- Les revenus établis à 53,3 milliards de DH tiennent bon

Voir pages 22 & 23



## Accès à l'information Grave menace

**T**RÈS critiqué, le projet de loi sur le droit d'accès à l'information devra faire l'objet d'une série d'amendements, qui seront examinés lors d'une réunion la 2e semaine d'avril. Les groupes parlementaires veulent supprimer certaines dispositions qui risquent de priver les citoyens d'un droit consacré par la Constitution. Pire, les groupes de la majorité, qui proposent de retirer les débats des Conseils des ministres et du gouvernement de la liste des exceptions, veulent consacrer le secret des commissions parlementaires. Une grave menace au droit des citoyens à l'information. □

Voir page 34

■ Une ligne française pour le financement des PME

Voir page 11

■ Sonasid finalise un deal avec Nareva Holding

Voir page 8

■ Restauration collective: Newrest rafle de gros marchés

Voir page 7

## Une agence de régulation pour le cannabis?

Voir Analyse pages 4 - 6 & 35

## Samir: Avalanche de saisies conservatoires

Voir page 2